Zeitschrift: Traverse : Zeitschrift für Geschichte = Revue d'histoire

Herausgeber: [s.n.]

Band: 14 (2007)

Heft: 1: Histoire des partis politiques en Suisse = Geschichte der politischen Parteien der Schweiz

Artikel: Plaidoyer pour un renouveau de l'histoire des partis politiques en Suisse

Autor: David, Thomas / Müller, Philipp

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-31832

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 02.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Plaidoyer pour un renouveau de l'histoire des partis politiques en Suisse

Faire l'histoire des partis politiques helvétiques ne compte plus depuis près de deux décennies parmi les principaux domaines de la recherche académique en Suisse. A l'exception de quelques travaux parus à la fin des années 1980 et au début des années 1990 sur les partis de gauche,[1] c'est pour l'essentiel à l'Université de Fribourg et sur l'histoire du catholicisme politique que se concentre la recherche universitaire.[2] Difficile de déterminer les causes de cette perte d'intérêt. Premièrement, elle doit probablement être mise en lien avec l'emprise croissante du post-modernisme sur les travaux des historien-ne-s et la marginalisation de l'histoire politique, sociale et économique classique en Suisse. En second lieu, on constate une certaine réorientation de la recherche vers les biographies de figures intellectuelles ayant exercé une influence politique. A titre d'exemple on peut citer deux thèses de doctorat parues respectivement en 1994 et en 2006: la première aborde la trajectoire de Gonzague de Reynold, une des figures-clefs des «avant-gardes réactionnaires» (H. U. Jost) nées au début du XXe siècle, et la seconde celle d'Arnold Künzli, philosophe politique proche de la gauche socialiste.[3] Troisièmement, l'organisation fédéraliste de la Suisse et le poids relativement faible des partis politiques nationaux, comparé à celui des principales associations faîtières économiques du pays, ont favorisé des recherches tournées davantage vers les formations politiques cantonales. Enfin, avec l'avènement de la science politique, l'analyse des partis politiques trouve désormais ses lieux forts ailleurs que dans les instituts d'histoire.

Pourtant, les lacunes relatives à l'histoire des partis politiques suisses restent aujourd'hui nombreuses. Pour preuve, le livre publié par Erich Gruner en 1969 reste une référence pour comprendre les trajectoires de la plupart des formations politiques du pays.[4] A la lumière de la littérature existante, nous sommes tentés de dire qu'il y a presque un rapport inversement proportionnel entre l'état des connaissances sur un parti politique national et son influence réelle pendant le XXe siècle. En effet, en prenant les quatre partis qui sont aujourd'hui représentés au Conseil fédéral, on constate que l'histoire du parti socialiste suisse (PSS), depuis sa fondation jusqu'à la Deuxième Guerre mondiale, est relativement bien

couverte. D'un autre côté, celle du Parti radical-démocratique suisse (PRD) qui domine la politique fédérale jusqu'en 1943, malgré l'importance croissante des catholiques conservateurs et du Parti des bourgeois, artisans et paysans (PAB), demeure peu étudiée.

Ce dossier thématique de *traverse* ne peut bien évidemment pas prétendre combler toutes ces lacunes. Il se veut une modeste contribution à un nécessaire renouveau de l'histoire des partis politiques en Suisse. Un accent fort est ainsi mis sur le PAB et ce qu'on appelle plus largement le populisme suisse. Des jalons de recherches consacrées au parti démocrate-chrétien et au PSS au XXe siècle sont en outre proposés.

Les trois premiers articles d'Hans Ulrich Jost, Damir Skenderovic et Regula Zürcher abordent, de manière très complémentaire, l'histoire des partis populistes suisses, et plus particulièrement du PAB, qui, suite à sa fusion avec les Démocrates de Glaris et des Grisons en 1971, change de nom pour devenir l'Union Démocratique du Centre (UDC). Dans sa contribution, *Hans Ulrich Jost* se démarque des analyses des journalistes et des politologues qui s'interrogent sur les succès électoraux que connaît l'UDC depuis le milieu des années 1990 et mettent l'accent sur les transformations récentes du contexte international et de ses répercussions sur la Suisse. Sans nier l'importance de ces évolutions, l'historien lausannois souligne que ces études se confinent à une perspective de très courte durée. Il insiste sur la nécessité, pour comprendre le raz-de-marée électoral de cette formation, de tenir compte de son passé historique. Suite à l'avènement du néo-libéralisme au tournant des années 1980, l'UDC a réussi à réactiver et moderniser un héritage qui plonge ses racines dans les courants de la droite conservatrice, voire de l'extrême droite du XIXe siècle.

Au niveau idéologique, ce parti s'inscrit en effet dans la continuité des milieux qui, depuis 1848, mettent en avant des valeurs chrétiennes, patriotiques, nationalistes, xénophobes et anti-socialistes et au sein desquels certaines organisations paysannes sont particulièrement actives. La Première Guerre mondiale va constituer une étape importante dans la légitimation de cette droite conservatrice. Le conflit met en effet en exergue l'importance économique de la paysannerie helvétique pour l'approvisionnement de la population. Dans le même temps, du fait des conflits sociaux liés aux difficultés économiques et qui auront pour point d'orgue la Grève générale de 1918, les paysans acquièrent un rôle politique déterminant, en devenant le plus sûr allié des partis bourgeois. Le PAB, qui se constitue à la fin de ce conflit, «se propose immanquablement en tant que bélier d'une politique réactionnaire musclée, et ce notamment lors de chaque confrontation entre la droite et la gauche». Contrepartie de leur loyauté au bloc bourgeois, les milieux paysans vont recevoir une aide économique non négligeable, sous la forme de subventions fédérales,[5] et voir un des leurs élu en 1929 au Conseil fédéral. La

Seconde Guerre mondiale consolidera un peu plus cette alliance: le *Plan Wahlen* illustre l'importance économique et idéologique de la politique agricole au sein des instances dirigeantes helvétiques.

En outre, cette droite conservatrice s'est toujours appuyée sur un intense réseau d'associations qui ont relayé ses valeurs auprès d'une large frange de la population, contribuant ainsi à façonner une véritable culture politique. Les sociétés agricoles ou culturelles (à l'instar du *Heimatschutz)* ont joué ce rôle jusqu'à la Première Guerre mondiale (et au-delà). De même, durant l'entre-deux-guerres, le PAB était proche de la Ligue pour l'indépendance de la Suisse qui s'opposait à l'entrée de la Confédération dans la Société des Nations. De nos jours, c'est l'Action pour une Suisse indépendante et neutre (ASIN) qui remplit cette fonction d'aide et de mobilisation politiques pour l'UDC.

Pour Hans Ulrich Jost, «sans cet ancrage au passé, l'UDC aurait manqué de la légitimité nécessaire pour s'imposer dans le système politique actuel». *Damir Skenderovic,* dans son article sur la droite populiste en Suisse, propose des explications complémentaires pour comprendre le succès politique récent de cette formation. Il distingue trois étapes dans l'histoire de cette droite populiste. La première phase court du début des années 1960 jusqu'au milieu des années 1980. Elle voit la formation de quatre partis minoritaires (l'Action Nationale; Vigilance; le Mouvement Républicain; l'Union Démocratique Fédérale) qui, même s'ils ne parvinrent jamais ensemble à obtenir plus de 8% (le quorum) aux élections pour le Conseil National, remportèrent certains succès électoraux aux niveaux cantonal et communal. Leur programme se focalisa essentiellement sur le thème de la surpopulation étrangère. La deuxième phase couvre la seconde moitié des années 1980, avec la fondation du Parti Suisse des Automobilistes et de la Lega tessinoise. Toutefois, aucune de ces deux formations ne parvint à mettre en place une organisation vraiment efficace. Au contraire de l'UDC qui, durant la dernière phase (du début des années 1990 jusqu'à nos jours) connaît, sous l'impulsion de l'aile zurichoise et de Christoph Blocher, une transformation idéologique et structurelle si marquée qu'on peut désormais parler d'une «nouvelle» UDC.

Dans sa contribution, Damir Skenderovic insiste sur l'importance de l'offre politique: les acteurs, les formes organisationnelles des partis, ainsi que les structures d'opportunité offertes par le système helvétique ont contribué à l'essor de ces partis populistes. Ce faisant, l'auteur met en évidence certaines spécificités de la «nouvelle» UDC qui permettent de comprendre ses récents succès électoraux. Les acteurs politiques jouant un rôle crucial dans la mise en forme et la thématisation des problèmes et crises sociaux, la présence d'une personnalité forte et populaire, à l'instar de James Schwarzenbach ou Christoph Blocher, augmente les capacités de mobilisation de ces partis. Les structures organisationnelles et la cohésion interne constituent également un facteur déterminant de cette mobilisation. A cet égard,

l'UDC se distingue des autres partis populistes minoritaires. Elle est parvenue, dans les années 1990, à bâtir une organisation de masse, à professionnaliser la direction de ses campagnes et ses politiques de marketing, tout en réussissant à atteindre une grande homogénéité interne. Enfin, à l'instar de Hans Ulrich Jost, Damir Skenderovic souligne que la stratégie d'intégration suivie par les autres formations à l'égard de l'UDC, que ce soit au niveau des thèmes mis à l'agenda politique ou sur le plan structurel (institutions; listes électorales), est en partie liée à l'importance du «capital historique» de ce parti, capital dont ne disposaient pas les autres mouvements populistes.

Toutefois, au moment même où l'UDC a consolidé son intégration au sein du système politique helvétique, il a parallèlement fait montre d'une opposition croissante à ce dernier, ainsi que le montre l'article de *Regula Zürcher* qui analyse les prises de position des quatre principaux partis gouvernementaux lors des 400 votations populaires qui se sont déroulées entre 1920 et 2005. L'auteurE s'est intéressée au nombre de fois où le PAB/UDC a exprimé une position similaire et/ou contraire à celle des trois autres partis. Sur cette base, elle a été en mesure de distinguer trois périodes. Premièrement, entre le début des années 1920 et le milieu de la décennie suivante, cette formation politique tend à se positionner dans une opposition que l'on peut qualifier de modérée, dans la mesure où celle-ci ne se manifeste réellement que lorsqu'il s'agit de défendre les intérêts des agriculteurs et des travailleurs indépendants. Deuxièmement, du milieu des années 1930 jusqu'au début des années 1990, le PAB/UDC épouse les positions des autres partis. L'auteurE avance trois facteurs pour expliquer cette attitude consensuelle: l'élection d'un de ses représentants au Conseil Fédéral en 1929; les pressions extérieures exercées durant les années 1930 qui ont favorisé un certain consensus intérieur; et enfin, la reconnaissance de l'importance de l'agriculture par tous les partis politiques. Depuis milieu des années 1980, l'UDC est (re)devenue un parti d'opposition, lançant même pour la première fois en 1996 une initiative populaire «contre l'immigration illégale». Cette opposition s'inscrit dans la mutation, à partir des années 1970, d'un parti centré sur la défense des intérêts des paysans vers une formation s'affichant comme le représentant du peuple. En mettant l'accent sur des thèmes tels que l'immigration ou les politiques d'asile, l'UDC occupe une niche qui avait été délaissée par les autres grands partis. Regula Zürcher rejoint l'une des conclusions de Damir Skenderovic qui montre que les partis populistes ont les plus grandes chances de succès dans des pays où les formations établies se situent au centre de l'échiquier politique et travaillent de concert au sein de larges coalitions gouvernementales. Cette situation offre en effet la possibilité aux populistes de suivre une stratégie de délégitimation à l'encontre du gouvernement et des principaux partis. L'existence simultanée d'un système de concordance et de la démocratie semi-directe confère toutefois aux partis politiques suisses une

position particulière: ils peuvent assumer des responsabilités gouvernementales, tout en contestant des décisions prises par les pouvoirs exécutif ou législatif. Stratégie qui s'est avérée payante dans le cas de l'UDC.

Contrairement à l'UDC, le Parti démocrate-chrétien (PDC) a traversé, ces dernières années, une phase difficile. *Pierre-Antoine Schorderet* dresse un bilan morose de l'historiographie consacrée aux partis en Suisse. Alors même que ces derniers constituent des acteurs centraux de la vie politique contemporaine, ils demeurent relativement peu étudiés en Suisse, tant en science politique qu'en histoire. Seul le PDC échappe à ce relatif oubli scientifique. Emanant d'historiennes et d'historiens de l'Université de Fribourg, les travaux consacrés à cette formation ont foisonné depuis une quarantaine d'années. Toutefois, Pierre-Antoine Schorderet souligne que ces recherches, en particulier celles portant sur l'histoire de cette formation au XXe siècle,[6] sont essentiellement centrées sur une description détaillée des luttes internes, des débats doctrinaux, des programmes et des statuts et ont tendance à délaisser les associations qui ont structuré la «sous-société catholique» au XIXe siècle et qui ont joué un rôle central dans l'émergence du catholicisme politique organisé. A l'instar de Hans Ulrich Jost et Damir Skenderovic, il insiste sur la nécessité, pour analyser les partis politiques, de ne pas se focaliser uniquement sur les organisations formatées «pour conquérir des mandats au nom d'un programme spécifiquement politique», mais d'intégrer ces formations dans un «système d'action» plus englobant et incluant les associations liées à ces partis et qui se consacrent à des activités sociales et culturelles (et non spécifiquement politiques). Sur la base de ce postulat et adoptant un regard combinant les points de vue de l'histoire et de la science politique, il s'attelle à une relecture de l'évolution du PDC, en se concentrant sur deux moments-clés: son émergence au XIXe siècle et sa transformation durant ces 30 dernières années. C'est ce dernier point que nous aimerions aborder dans cette introduction.

Pierre-Antoine Schorderet nuance en effet la thèse avancée par les chercheuses et chercheurs selon laquelle le PDC aurait adopté une stratégie de «déconfessionnalisation» suite aux résolutions prises par l'Eglise catholique lors du Concile Vatican II (1962–1965). A l'appui de cette thèse, les statuts et les programmes adoptés par cette formation, dès sa fondation en 1970, ne font plus explicitement référence à la religion catholique. Or, pour l'auteur, c'est «moins l'abandon d'une référence confessionnelle que cette nouvelle stratégie sanctionne, qu'une redéfinition des relations que le parti entretient avec le «milieu catholique» et, en premier lieu, l'Eglise catholique». L'Association populaire catholique suisse (APCS) et la Société des Etudiants Suisses (SES), deux piliers historiques de l'activisme catholique, ont en effet connu ces dernières décennies une perte d'influence, entraînant une relative dissociation entre le parti et le «milieu catholique». Et Pierre-Antoine Schorderet de conclure que c'est moins le PDC,

en tant qu'organisation partisane, qui est en crise aujourd'hui que le «système d'action» dans lequel il était inséré.

L'interprétation dominante de l'histoire du PS considère que, après 1918, cette formation politique s'est transformée d'un «parti de classe en un parti populaire». Elle aurait ainsi renoncé à sa dimension internationaliste et se serait éloignée de sa base ouvrière, deux composantes essentielles de la social-démocratie du début du siècle. Dans le même temps, elle se serait progressivement intégrée dans le système politique helvétique. *Adrian Zimmermann,* dans son article consacré à l'histoire de cette formation entre 1918 et 1989, réfute cette évolution. En se basant sur les archives du parti, il montre que la transformation en un parti populaire n'a pas conduit réellement à un élargissement de sa base sociale. Depuis ses origines jusqu'à nos jours, il est demeuré un parti composé principalement d'ouvriers qualifiés. Et ce malgré plusieurs tentatives, au cours du XXe siècle, de s'ouvrir à de nouveaux groupes sociaux. Ainsi, en 1959, la direction commande à un Institut de recherche en marketing, «Nowland Organization», une étude socio-psychologique sur les couches sociales marginales (contre-maîtres; petits employés; travailleurs non qualifiés) afin de voir s'il serait possible d'élargir son électorat à ces milieux. Ce rapport confidentiel – le parti redoute que l'on n'apprenne qu'il ait fait appel à un bureau d'origine américaine – propose au Parti de se présenter non plus comme la formation du bouleversement social, mais d'apparaître comme une force contrôlant le progrès et de présenter son programme d'une «manière calme et respectable». Lors des élections nationales de 1959 et 1963, les affiches du Parti présenteront des familles heureuses avec le slogan suivant: «L'ouvrier autrefois humilié est devenu un citoyen de notre pays et conscient de sa valeur. Avec sa famille, il a participé à la prospérité.»

De même, le fait de considérer progressivement le peuple comme «nation» fondatrice de l'Etat n'a pas impliqué une intégration croissante au sein du système politique helvétique et ne s'est pas faite sans des dissensions internes, parfois sérieuses. Adrian Zimmermann propose une relecture de ce processus. Avec la Grève générale de 1918, le fossé entre le bloc bourgeois et le mouvement ouvrier s'est considérablement élargi. Il convient de relever que c'est durant cette phase où il se présente comme le parti de la classe prolétarienne que le PSS obtient le pourcentage le plus élevé de votes de son histoire (élections nationales de 1931). Durant les années 1930, l'avènement du fascisme et la volonté de défendre l'indépendance du pays et la démocratie conduisent à un rapprochement entre les milieux ouvriers et une grande partie de la classe bourgeoise, ainsi qu'en témoignent la Paix du travail de 1937 et l'entrée, la même année, du PSS dans le gouvernement bernois dominé par le PAB. Ce positionnement, en particulier sur la question de la défense nationale, ne va pas sans créer de graves conflits

à l'intérieur du parti. Le début de la Deuxième Guerre mondiale met fin à cette «lune de miel»: l'élection de Walter Stampfli au Conseil fédéral en 1940 au détriment des candidats socialistes marque un raidissement du camp bourgeois. Il faudra attendre la défaite des Allemands à Stalingrad (1943) et l'élection, la même année, du premier socialiste (Ernst Nobs) au Conseil Fédéral pour voir le rapport de forces commencer légèrement à se modifier. En 1947, les articles constitutionnels relatifs à l'AVS et les «articles économiques» institutionnalisent le compromis de classe. Toutefois, pour le PSS, cette orientation ne s'est pas faite sans de sérieuses remises en question. Les mouvements liés à mai 1968 et la crise économique des années 1970 favorisent ainsi l'émergence, au sein du parti, d'une génération plus ouverte aux thèmes écologistes, féministes et tiers-mondistes et plus encline à remettre en cause la politique réformiste mise en place au sortir de la Seconde Guerre mondiale. De même, suite à la non-élection en 1984 de Lilian Uchtenhagen au Conseil fédéral, le comité de direction du parti exprime son intention de se retirer de cette instance gouvernementale et d'entrer en opposition, position qui sera désavouée lors du congrès du parti. Les débats au sein du PSS au moment de l'élection de Christoph Blocher en 2003 montrent que ces tensions perdurent.

Au-delà de l'intérêt suscité par les articles publiés dans ce dossier thématique, nous espérons que ce dernier participera au renouveau, nécessaire à nos yeux, des recherches historiques sur les partis politiques en Suisse. Beaucoup reste en effet encore à faire en la matière. Nous aimerions, en guise de conclusion, relever quatre domaines qui nous paraissent particulièrement importants.

Premièrement, force est aujourd'hui de constater que, à l'exception de la thèse de doctorat de Michael Gehrken couvrant la période 1929–1947 et parue en édition propre en 2002, il n'existe aucune publication récente relative à l'histoire du PRD, un des acteurs majeurs du système politique helvétique.[7] Le livre de Gehrken se limite par ailleurs essentiellement à retracer les débats idéologiques internes du parti. Ainsi, on ne dispose ni d'une analyse de la composition sociale de l'élite radicale suisse ni d'un travail mettant en lumière les rapports entre la haute administration fédérale, les conseillers fédéraux ainsi que le monde de l'industrie et de la finance. Le fonds d'archive du PRD déposé au secrétariat général du parti suisse à Berne, ainsi que les différents fonds gérés par l'Archiv für Zeitgeschichte à Zurich, en particulier celui de l'Union suisse du commerce et de l'industrie (USCI), permettraient d'approfondir ces thèmes.

En second lieu, plusieurs aspects de l'histoire du PAB avant les années 1970 restent peu connus. Mis à part l'ouvrage sur la section bernoise du PAB paru en 1968, il n'existe guère de publications consacrées à cette formation politique.[8] Bien que les travaux de Werner Baumann et Peter Moser mettent en lumière l'évolution de la politique agricole suisse et le rôle de la paysannerie organisée dans ce contexte,

aucune étude approfondie ne traite par exemple des rapports entre l'Office fédéral de l'agriculture, le PAB et l'Union suisse des paysans (USP).[9]
Troisièmement, quand bien même l'histoire du PSS est relativement bien traitée pour les années précédant la Deuxième Guerre mondiale, la période de l'après-guerre reste une période très peu abordée, abstraction faite du livre de Bernard Degen consacré à la participation des socialistes au Conseil fédéral et de quelques articles parus à l'occasion du 100e anniversaire du PSS.[10] Les archives de la Fédération des travailleurs en métallurgie et horlogerie (FTMH) et du syndicat de l'industrie du bâtiment (SIB), déposées récemment aux archives sociales de Zurich (ASZ), celles de l'Union Syndicale Suisse (USS) à Berne, ainsi que le riche fonds du PSS aux ASZ pourraient servir de support à des études fouillées, notamment sur les rapports entre le parti socialiste et le mouvement syndical.
Sur la base de ces recherches, il devrait être possible de faire des comparaisons entre les principales forces politiques du pays, que ce soit sur le plan de leur financement, du recrutement et de la formation de leurs élites, voire du rapport avec leurs alliés, à savoir l'USCI dans le cas du PRD, l'USP pour le PAB et l'USS pour le PSS.
Enfin, l'étude des milieux sociaux proches des différentes formations politiques, thème indispensable pour comprendre le rôle et la trajectoire de ces dernières, demeure actuellement un champ largement en friche. Soulevée par Hans Ulrich Jost dans un article paru dans la Revue suisse de science politique au milieu des années 1980[11] et appliquée en particulier par les chercheurs qui se sont penchés sur l'histoire du catholicisme politique, cette perspective de recherche serait en mesure de faire avancer les connaissances sur deux plans étroitement liés: celui des différents réseaux liant les acteurs des partis aux associations faîtières et à des lieux de pouvoir extérieurs à l'organisation partisane proprement dite; celui de la relation entre l'évolution de la base sociale des partis politiques d'une part et de leur force électorale et de leur poids dans le système politique suisse d'autre part.

Thomas David, Philipp Müller

Notes

1 Cf.: Erich Gruner, *Arbeiterschaft und Wirtschaft in der Schweiz 1880–1914*, Bd. III, Zurich 1988; Bernard Degen, *Sozialdemokratie: Gegenmacht? Opposition? Regierungspartei?*, Zurich 1993; Brigitte Studer, *Un parti sous influence: le parti communiste suisse, une section du Komintern: 1931–1939*, Lausanne 1994.
2 Voir à cet égard l'article de Pierre-Antoine Schroderet dans ce numéro.
3 Aram Mattioli, *Zwischen Demokratie und totalitärer Diktatur. Gonzague de Reynold und die Tradition der autoritären Rechten in der Schweiz*, Zurich 1994; Roger Sidler, *Arnold Künzli. Kalter Krieg und «geistige Landesverteidigung» – eine Fallstudie*, Zurich 2006.

4 Erich Gruner, *Die Parteien in der Schweiz*, Bern 1969.
5 La formation de ce «bloc bourgeois-paysan» trouve ses origines à la fin du XIXe siècle. Voir Cédric Humair, *Développement économique et Etat central (1815–1914). Un siècle de politique douanière suisse au service des élites*, Berne 2004, chapitre 6.
6 Le Parti Populaire Conservateur Suisse (PPCS) a été fondé en 1912. En 1957, il se transforme en Parti chrétien social conservateur (PCSC) avant de donner naissance, en 1970, au PDC.
7 Michael Gehrken, *«Im Zeichen einer wahrhaft eidgenössischen Solidarität». Krise und Stabilisierung des Freisinns zwischen 1929 und 1947*, Bern 2002.
8 Beat Junker, *Die Bauern auf dem Wege zur Politik. Die Entstehung der bernischen Bauern-, Gewerbe- und Bürgerpartei*, Bern 1968.
9 Werner Baumann, Peter Moser, *Bauern im Industriestaat. Agrarpolitische Konzeptionen und bäuerliche Bewegungen in der Schweiz 1918–1968*, Zurich 1999.
10 Parti socialiste suisse, *Solidarité – débats – mouvement*, Lausanne 1988.
11 Hans Ulrich Jost, «Critique historique du parti politique», *Annuaire suisse de science politique* 26 (1986), 317–332.